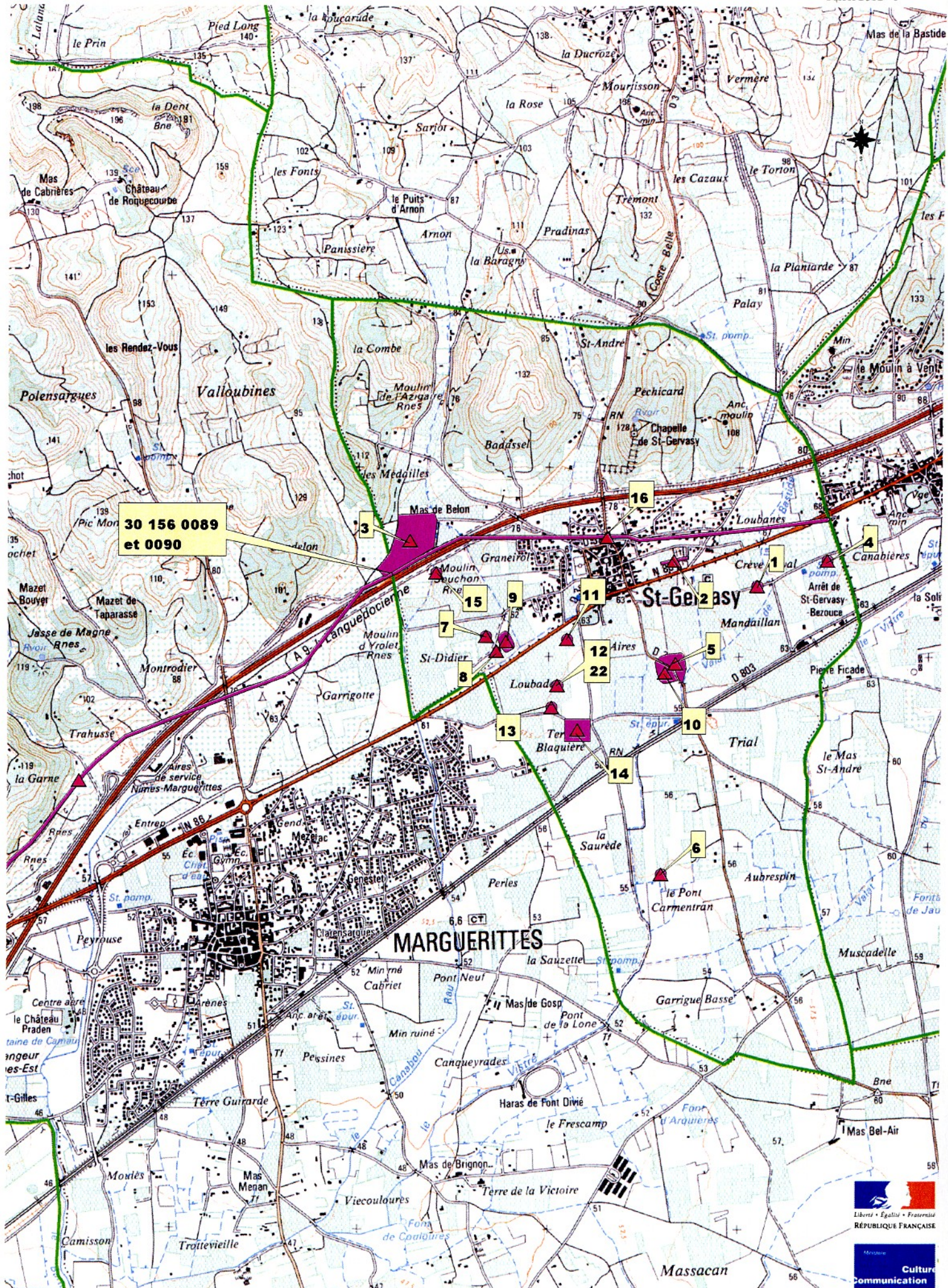


ANNEXE 6

Inventaire des sites archéologiques (DRAC)



PATRIARCHE : Listing des sites archéologiques de la commune de : MARGUERITTES (30156)

PATRIARCHE : Listing des sites archéologiques de la commune de : SAINT-GERVASY (30257)

N° de l'entité **30 156 0089** Lambert 3 X : 768538 Y : 3176347 Parcelles

Lieu-dit : ?

nom du site :

AQUEDUC DE NIMES

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	aqueduc

Mode de protection inscription MH en tout ou partie (loi de 1913) 30/04/1999

N° de l'entité **30 156 0090** Lambert 3 X : 768538 Y : 3176347 Parcelles

Lieu-dit : ?

nom du site :

CANAL DU POUZIN

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Epoque contemporaine	Epoque contemporaine	aqueduc

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0001** Lambert 3 X : 772100 Y : 3177375 Parcelles

Lieu-dit : CREVE CAVAL

B 126;B 127;B 128;

nom du site :

CREVE CAVAL

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Bas-empire	Bas-empire	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0002** Lambert 2 étendu X : 771877 Y : 1877438 Parcelles

Lieu-dit : ROUBIN DE L'AIRE

AE 149;

nom du site :

ROUBIN DE L'AIRE

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	voie

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0003** Lambert 2 étendu X : 770486 Y : 1877537 Parcelles

Lieu-dit : MOULIN DE LAFOUX

AA 48;à 57;

nom du site :

MAS DE BELON

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0004** Lambert 3 X : 772470 Y : 3177510 Parcelles

Lieu-dit : MANDAILLAN

B 160;

nom du site :

MANDAILLAN

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0005** Lambert 2 étendu X : 771889 Y : 1876893 Parcelles

Lieu-dit : BORIAN LES HORTS

B2 83;B2 838;B2 84;

nom du site :

BORIAN LES HORTS

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut moyen-âge	exploitation agricole
Haut-empire	Haut moyen-âge	village

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0006** Lambert 3 X : 771600 Y : 3175850 Parcelles

Lieu-dit : TRIAL

? 439;? 935;

nom du site :

TRIAL

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0007**

Lambert 2 étendu X : 770887

Y : 1877033

Parcelles

Lieu-dit : SAINT DIDIER

AL 17;AL 18;

nom du site :

SAINT DIDIER 1

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0008**

Lambert 2 étendu X : 770943

Y : 1876956

Parcelles

Lieu-dit : SAINT DIDIER

AL 28;AL 29;AL 30;

nom du site :

SAINT DIDIER 2

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0009**

Lambert 2 étendu X : 770993

Y : 1877006

Parcelles

Lieu-dit : SAINT DIDIER

AL 23;AL 28;

nom du site :

SAINT DIDIER 3

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0010**

Lambert 2 étendu X : 771834

Y : 1876841

Parcelles

Lieu-dit : GARENNE

B1 80;B1 81;B1 82;

nom du site :

GARENNE ET BOURIAN (PARTIE)

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut moyen-âge	exploitation agricole
Haut-empire	Haut moyen-âge	village

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0011**

Lambert 3

X : 771100

Y : 3177090

Parcelles

Lieu-dit : LOUBADE

B1 38;

nom du site :

LOUBADE 1

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Bas-empire	Haut moyen-âge	inhumation
Bas-empire	Haut moyen-âge	occupation
Bas-empire	Haut moyen-âge	sépulture

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0012**

Lambert 3

X : 771050

Y : 3176845

Parcelles

Lieu-dit : LOUBADE

AM 20;AM 30;AM 31;

nom du site :

LOUBADE 2

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	occupation

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0013**

Lambert 3

X : 771020

Y : 3176730

Parcelles

Lieu-dit : LOUBADE

B1 16;B1 17;

nom du site :

LOUBADE 3

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Gallo-romain	Gallo-romain	occupation

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0014**

Lambert 3

X : 771158

Y : 3176610

Parcelles

Lieu-dit : TERRE BLAQUIERE

? 11;? 12;? 13;? 147;

nom du site :

TERRE BLAQUIERE

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	exploitation agricole

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0015**

Lambert 3

X : 770410

Y : 3177440

Parcelles

Lieu-dit : GRANEROL

AK 12A;

nom du site :

GRANEROL

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Age du fer	Période récente	cimetière
Age du fer	Période récente	inhumation

Mode de protection

N° de l'entité **30 257 0016**

Lambert 2 étendu

X : 771525

Y : 1877559

Parcelles

Lieu-dit : MULTIPLE

MULT;

nom du site :

AQUEDUC DE NIMES TRONCON COMMUNAL

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Haut-empire	Haut-empire	aqueduc

Mode de protection inscription MH en tout ou partie (loi de 1913)

23/03/1999

N° de l'entité **30 257 0022**

Lambert 3

X : 771050

Y : 3176845

Parcelles

Lieu-dit : LOUBADE

AM 20;AM 30;AM 31;

nom du site :

LOUBADE 2

Début d'attribution chronologique	Fin d'attribution chronologique	Vestiges
Néolithique	Age du fer	occupation

Mode de protection

Les n° 17 à 21 ne sont pas attribués.

ANNEXE 3: Extraits de la législation relative à la sauvegarde du patrimoine archéologique:

CODE DU PATRIMOINE (Partie Législative)

TITRE Ier : DÉFINITION DU PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Article L510-1

Constituent des éléments du patrimoine archéologique tous les vestiges et autres traces de l'existence de l'humanité, dont la sauvegarde et l'étude, notamment par des fouilles ou des découvertes, permettent de retracer le développement de l'histoire de l'humanité et de sa relation avec l'environnement naturel.

TITRE II : ARCHEOLOGIE PREVENTIVE

Article L521-1

L'archéologie préventive, qui relève de missions de service public, est partie intégrante de l'archéologie. Elle est régie par les principes applicables à toute recherche scientifique. Elle a pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement. Elle a également pour objet l'interprétation et la diffusion des résultats obtenus.

Article L522-1

L'Etat veille à la conciliation des exigences respectives de la recherche scientifique, de la conservation du patrimoine et du développement économique et social. Il prescrit les mesures visant à la détection, à la conservation ou à la sauvegarde par l'étude scientifique du patrimoine archéologique, désigne le responsable scientifique de toute opération d'archéologie préventive et assure les missions de contrôle et d'évaluation de ces opérations.

Article L522-2

Les prescriptions de l'Etat concernant les diagnostics et les opérations de fouilles d'archéologie préventive sont motivées. Les prescriptions de diagnostic sont délivrées dans un délai d'un mois à compter de la réception du dossier. Ce délai est porté à deux mois lorsque les aménagements, ouvrages ou travaux projetés sont soumis à une étude d'impact en application du code de l'environnement. Les prescriptions de fouilles sont délivrées dans un délai de trois mois à compter de la réception du rapport de diagnostic. En l'absence de prescriptions dans les délais, l'Etat est réputé avoir renoncé à édicter celles-ci.

Article L522-3

Les prescriptions de l'Etat peuvent s'appliquer à des opérations non soumises à la redevance prévue à l'article L. 524-2. Lorsque l'intérêt des vestiges impose leur conservation, l'autorité administrative notifie au propriétaire une instance de classement de tout ou partie du terrain dans les conditions prévues par les dispositions relatives aux monuments historiques.

Article L522-4

Hors des zones archéologiques définies en application de l'article L. 522-5, les personnes qui projettent de réaliser des aménagements, ouvrages ou travaux peuvent saisir l'Etat afin qu'il examine si leur projet est susceptible de donner lieu à des prescriptions de diagnostic archéologique. A défaut de réponse dans un délai de deux mois ou en cas de réponse négative, l'Etat est réputé renoncer, pendant une durée de cinq ans, à prescrire un diagnostic, sauf modification substantielle du projet ou des connaissances archéologiques de l'Etat sur le territoire de la commune. Si l'Etat a fait connaître la nécessité d'un diagnostic, l'aménageur peut en demander la réalisation anticipée par l'établissement public institué par l'article L. 523-1 ou un service territorial. Dans ce cas, il est redevable de la redevance prévue à l'article L. 524-2.

Article L522-5

Avec le concours des établissements publics ayant des activités de recherche archéologique et des collectivités territoriales, l'Etat dresse et met à jour la carte archéologique nationale. Cette carte rassemble et ordonne pour l'ensemble du territoire national les données archéologiques disponibles. Dans le cadre de l'établissement de la carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Article L522-6

Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations de travaux ont communication d'extraits de la carte archéologique nationale et peuvent les communiquer à toute personne qui en fait la demande. Un décret détermine les conditions de communication de ces extraits ainsi que les modalités de communication de la carte archéologique par l'Etat, sous réserve des exigences liées à la préservation du patrimoine archéologique, à toute personne qui en fait la demande.

TITRE III : ARCHEOLOGIE PROGRAMMEE ET DECOUVERTES FORTUITES

Article L531-14

(relatif aux découvertes fortuites)

Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie.

Si des objets trouvés ont été mis en garde chez un tiers, celui-ci doit faire la même déclaration.

Le propriétaire de l'immeuble est responsable de la conservation provisoire des monuments, substructions ou vestiges de caractère immobilier découverts sur ses terrains. Le depositaire des objets assume à leur égard la même responsabilité. L'autorité administrative peut faire visiter les lieux où les découvertes ont été faites ainsi que les locaux où les objets ont été déposés et prescrire toutes les mesures utiles pour leur conservation.

Article L114-2 du Code du Patrimoine

(Loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 art. 78 XIV a 3° Journal Officiel du 06 décembre 2004)

Les infractions relatives aux destructions, dégradations et détériorations du patrimoine sont sanctionnées par les dispositions des articles 322-1 et 322-2 du code pénal ci-après reproduits :

"Art. 322-1 - La destruction, la dégradation ou la détérioration d'un bien appartenant à autrui est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende, sauf s'il n'en est résulté qu'un dommage léger." Le fait de tracer des inscriptions, des signes ou des dessins, sans autorisation préalable, sur les façades, les véhicules, les voies publiques ou le mobilier urbain est puni de 3 750 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est

résulté qu'un dommage léger."

"Art. 322-2 - L'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est punie de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende et celle définie au deuxième alinéa du même article de 7 500 euros d'amende et d'une peine de travail d'intérêt général, lorsqu'il n'en est pas autrement disposé ;

est :

"1° Destinée à l'utilité ou à la décoration publiques et appartient à une personne publique ou chargée d'une mission de service public ;

"2° Un registre, une minute ou un acte original de l'autorité publique ;

"3° Un immeuble ou un objet mobilier classé ou inscrit, une découverte archéologique faite au cours de fouilles ou fortuitement, un terrain contenant des vestiges archéologiques ou un objet conservé ou déposé dans un musée de France ou dans les musées, bibliothèques ou archives appartenant à une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique ;

"4° Un objet présenté lors d'une exposition à caractère historique, culturel ou scientifique, organisée par une personne publique, chargée d'un service public ou reconnue d'utilité publique.

"Dans le cas prévu par le 3° du présent article, l'infraction est également constituée si son auteur est le propriétaire du bien détruit, dégradé ou détérioré."

Lorsque l'infraction définie au premier alinéa de l'article 322-1 est commise à raison de l'appartenance ou de la non-appartenance, vraie ou supposée, de la personne propriétaire ou utilisatrice de ce bien à une ethnicité, une nation, une race ou une religion déterminée, les peines encourues sont également portées à trois ans d'emprisonnement et à 45 000 euros d'amende.

CODE DE L'URBANISME (Partie Réglementaire - Décrets en Conseil d'Etat)

Article R111-4

(Décret n° 76-276 du 29 mars 1976 Journal Officiel du 30 mars 1976 date d'entrée en vigueur 1 AVRIL 1976)

(Décret n° 77-755 du 7 juillet 1977 Journal Officiel du 10 juillet 1977 date d'entrée en vigueur 1 janvier 1978)

(Décret n° 99-266 du 1 avril 1999 art. 1 Journal Officiel du 9 avril 1999)

(Décret n° 2007-18 du 5 janvier 2007 art. 1 II Journal Officiel du 6 janvier 2007 en vigueur le 1er juillet 2007)

Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques.

DECRET n°2004-490 du 3 juin 2004
Décret relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.
(cf. CODE DU PATRIMOINE TITRE II)

NOR: MCCX0400056D

version consolidée au 7 février 2008

Chapitre Ier : Dispositions générales.

Article 1

Les opérations d'aménagement, de construction d'ouvrages ou de travaux qui, en raison de leur localisation, de leur nature ou de leur importance, affectent ou sont susceptibles d'affecter des éléments du patrimoine archéologique ne peuvent être entreprises que dans le respect des mesures de détection et, le cas échéant, de conservation et de sauvegarde par l'étude scientifique ainsi que des demandes de modification de la consistance des opérations.